

ECO FLASH

26 mars 2020

Déficit budgétaire français en 2019 : la barre des 3% est atteinte mais pas dépassée

Hélène Baudchon

- En 2019, d'après la première estimation de l'INSEE, le déficit budgétaire français s'est établi à 3% du PIB, surprenant légèrement favorablement par rapport à la cible de 3,1% du gouvernement.
- Le déficit se creuse de 0,7 point par rapport à 2018, première hausse depuis 2009.
- Imputable au coût ponctuel de la transformation du CICE en baisse de cotisations, ce creusement était censé être temporaire et suivi d'une amélioration conséquente en 2020. Dans son projet de loi de finances pour cette année, le gouvernement visait un déficit de 2,2% du PIB.
- Mais la pandémie de Covid-19 a radicalement changé la donne. Dans son projet de loi de finances rectificative pour 2020, présenté le 18 mars dernier, le gouvernement prévoit désormais un déficit de 3,9% du PIB. Une première estimation considérée comme un plancher.

En 2019, d'après la première estimation de l'INSEE, le déficit budgétaire français s'est établi à 3% du PIB, ce qui constitue une bonne surprise, quoique petite, par rapport à la cible de 3,1% du gouvernement. La barre des 3% de déficit est atteinte mais pas dépassée. Si le niveau du déficit est légèrement moindre que prévu, sa détérioration par rapport à 2018 (-0,7 point) est légèrement plus importante (0,1 point de plus) du fait de la révision concomitante en baisse du déficit pour 2018 (à 2,3% du PIB contre 2,5% préalablement).

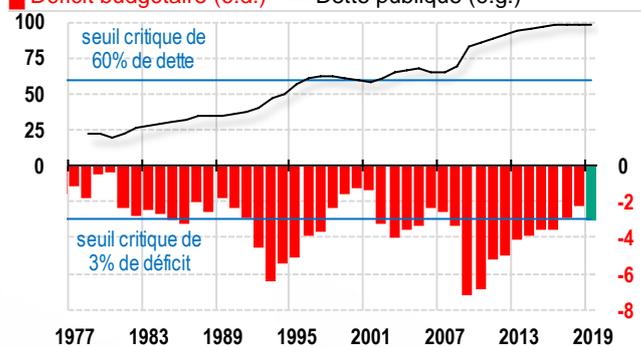
Creusement du déficit budgétaire à 3% du PIB en 2019, le premier depuis 2009

Le creusement du déficit est imputable à la baisse marquée de la part des recettes publiques dans le PIB (-0,8 point, à 52,6% ; -0,7 point, à 44,1%, pour le taux de prélèvements

France : déficit budgétaire et dette publique

En % du PIB

■ Déficit budgétaire (é.d.) — Dette publique (é.g.)



Graphique

Sources : INSEE, BNP Paribas

obligatoires). Cette baisse est essentiellement due à la transformation du CICE en baisse de cotisations patronales, mais pas seulement. Les lois de finances 2018 et 2019 et les annonces ultérieures faites en réponse à la crise des « gilets jaunes » contiennent, en effet, de nombreux autres gestes fiscaux. Le poids des dépenses est, quant à lui, resté quasiment stable (-0,1 point, à 55,6%) mais cela masque des évolutions contrastées selon le type de dépenses (par exemple une baisse de 12% de la charge de la dette et un bond de 15% de l'investissement des administrations publiques locales en lien avec le cycle électoral municipal)¹. Le dernier chiffre-clé à retenir de ce rapide état des lieux des finances publiques françaises en 2019 est celui du ratio de

¹ Pour plus de détails, https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/version-html/4470888/APU_2019_.pdf

DIRECTION DES ETUDES
ECONOMIQUES



BNP PARIBAS



La banque
d'un monde
qui change

dette. En l'occurrence, il s'est stabilisé à 98,1% du PIB après une imperceptible baisse de 0,2 point en 2018.

La hausse du déficit en 2019 est la première depuis 2009 : elle vient interrompre neuf années consécutives d'amélioration, au cours desquelles le déficit a été progressivement réduit, de 4,9 points en tout. Essentiellement imputable au coût ponctuel de la bascule du CICE (hors impact de cette transformation, le déficit s'établit à 2,1%), cette détérioration était censée être temporaire et suivie d'une amélioration conséquente, bien qu'également en trompe l'œil, en 2020. Dans son projet de loi de finances pour cette année, présenté le 27 septembre 2019, le gouvernement visait un déficit de 2,2% du PIB fondé sur une prévision de croissance de 1,3%².

Le retour sous la barre des 3% en 2020 n'est plus d'actualité

La pandémie de Covid-19 a, depuis, radicalement changé la donne sur le front économique et, conséquemment, sur le front budgétaire. Une contraction brutale et importante du PIB est désormais attendue, son ampleur exacte restant difficile à chiffrer, pour ne pas dire impossible. Par ailleurs, si le choc récessif massif devrait être temporaire, le profil de la reprise qui devrait s'ensuivre reste très incertain. Les mesures budgétaires et financières de soutien, annoncées par le gouvernement, et celles, sur le front monétaire, de la BCE visent, d'une part, à limiter autant que possible le choc et, d'autre part, à mettre en place les conditions d'un retour à la normal le plus rapide possible.

Dans son projet de loi de finances rectificative pour 2020, présenté le 18 mars dernier, le gouvernement anticipe désormais un gonflement du déficit budgétaire à 3,9% du PIB. Cette prévision est établie sur la base d'une contraction du PIB de 1% et comptabilise EUR 11,5 mds de mesures du plan de soutien sur son total de EUR 45 mds. Sont inclus : EUR 8,5 mds pour le chômage partiel, EUR 2 mds pour les dépenses additionnelles de santé et EUR 1 md pour un fonds d'indemnisation à destination des travailleurs indépendants ; sont exclus les EUR 32 mds de report de charges fiscales et sociales que le gouvernement compte recouvrir ultérieurement. Point notable : les mesures de soutien sont comptabilisées par le gouvernement comme mesures exceptionnelles et temporaires, et non comme venant aggraver le déficit structurel. La dégradation de 1,7 point de la prévision de déficit entre le PLF 2020 et le PLFR 2020 s'explique à hauteur de 1,4 point par la révision en baisse du scénario de croissance et à hauteur de 0,3 point par les mesures de soutien (cf. tableau).

La baisse du PIB comme le gonflement du déficit budgétaire et le montant du plan de soutien sont des premières estimations, présentées comme des minimums. À titre d'exemple, sur la base de notre prévision de croissance (-3,1%) et en incluant l'intégralité du plan de soutien (1,9 point de PIB), le déficit budgétaire monte à 6,2% du PIB. On aimerait pouvoir considérer ce chiffrage théorique comme une fourchette haute mais la situation risque d'être plus détériorée encore. De plus, la question d'un plan de relance, relayant le plan de soutien, est d'ores et déjà évoquée pour l'après-crise, le scénario d'un rebond rapide de l'activité n'apparaissant pas (plus) le plus probable. Pour mémoire, lors de la Grande

■ France : ancienne et nouvelle prévision de déficit budgétaire pour 2020

		2018	2019	2020
PLF 2020	Croissance	1,7	1,4	1,3
	Solde effectif	-2,5	-3,1	-2,2
	Solde conjoncturel	0,0	0,0	0,1
	Mesures exceptionnelles et temporaires	-0,2	-0,9	-0,1
	Solde structurel	-2,3	-2,2	-2,2
PLFR 2020	Croissance	1,7	1,4	-1,0
	Solde effectif	-2,5	-3,1	-3,9
	Solde conjoncturel	0,0	0,0	-1,3
	Mesures exceptionnelles et temporaires	-0,2	-0,9	-0,4
	Solde structurel	-2,3	-2,2	-2,2

Tableau

Source : Gouvernement, BNP Paribas

récession de 2009, le PIB français s'était contracté de 2,8% et le déficit budgétaire creusé à 7,2% du PIB.

La nouvelle dégradation attendue du déficit budgétaire français en 2020, largement en dehors des clous budgétaires européens, n'est pas problématique : c'est la situation économique sous-jacente qui l'est et les « circonstances exceptionnelles », telles que mentionnées à l'article 3 du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance des finances publiques, s'appliquent. La Commission européenne est même allée plus loin en proposant, le 20 mars dernier, le déclenchement de la clause dérogatoire générale, soit purement et simplement la suspension temporaire des règles de discipline budgétaire.

Hélène Baudchon

helene.baudchon@bnpparibas.com

² EcoFlash, *France, budget 2020 : plus de relance, moins de rigueur*, 22 octobre 2019

Recherche Economique Groupe

William De Vijlder +33 1 55 77 47 31 william.devijlder@bnpparibas.com
Chef économiste

ECONOMIES AVANCEES ET STATISTIQUES

Jean-Luc Proutat +33 1 58 16 73 32 jeanluc.proutat@bnpparibas.com
Responsable – Etats-Unis, Royaume-Uni

Hélène Baudchon +33 1 58 16 03 63 helene.baudchon@bnpparibas.com
France – Marché du travail

Louis Boisset +33 1 57 43 02 91 louis.boisset@bnpparibas.com
Banque centrale européenne, synthèses conjoncturelles zone euro, Japon

Frédérique Cerisier +33 1 43 16 95 52 frederique.cerisier@bnpparibas.com
Zone euro (gouvernance européenne et finances publiques), Espagne, Portugal

Raymond Van Der Putten +33 1 42 98 53 99 raymond.vanderputten@bnpparibas.com
Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Suisse – Energie, climat – Projections à long terme

Tarik Rharrab +33 1 43 16 95 56 tarik.rharrab@bnpparibas.com
Statistiques

ECONOMIE BANCAIRE

Laurent Quignon +33 1 42 98 56 54 laurent.quignon@bnpparibas.com
Responsable

Laure Baquero +33 1 43 16 95 50 laure.baquero@bnpparibas.com

Céline Choulet +33 1 43 16 95 54 celine.choulet@bnpparibas.com

Thomas Humblot +33 1 40 14 30 77 thomas.humblot@bnpparibas.com

ECONOMIES EMERGENTES ET RISQUE PAYS

François Faure +33 1 42 98 79 82 francois.faure@bnpparibas.com
Responsable – Argentine

Christine Peltier +33 1 42 98 56 27 christine.peltier@bnpparibas.com
Adjointe – Grande Chine, Vietnam, Afrique du Sud

Stéphane Alby +33 1 42 98 02 04 stephane.alby@bnpparibas.com
Afrique francophone

Stéphane Colliac +33 1 42 98 26 77 stephane.colliac@bnpparibas.com
Turquie, Ukraine, Europe Centrale

Sara Confalonieri +33 1 42 98 43 86 sara.confalonieri@bnpparibas.com
Afrique lusophone et anglophone

Pascal Devaux +33 1 43 16 95 51 pascal.devaux@bnpparibas.com
Moyen-Orient, Balkans

Hélène Drouot +33 1 42 98 33 00 helene.drouot@bnpparibas.com
Corée, Thaïlande, Philippines, Mexique, pays andins

Salim Hammad +33 1 42 98 74 26 salim.hammad@bnpparibas.com
Amérique latine

Johanna Melka +33 1 58 16 05 84 johanna.melka@bnpparibas.com
Inde, Asie du Sud, Russie, CEI

CONTACT MEDIA

Michel Bernardini +33 1 42 98 05 71 michel.bernardini@bnpparibas.com

NOS PUBLICATIONS

**CONJONCTURE**

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

**EMERGING**

Analyses et prévisions sur une sélection d'économies émergentes

**PERSPECTIVES**

Analyses et prévisions des principaux pays, développés et émergents

**ECOFASH**

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

**ECOWEEK**

L'actualité économique de la semaine et plus...

**ECOTV**

Tous les mois, nos économistes décryptent l'actualité économique, en images

**ECOTV WEEK**

Quel est l'évènement de la semaine ?
La réponse dans vos deux minutes d'économie

Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires au présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'emploi ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la loi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

BNP Paribas est en France constituée en société anonyme. Son siège est situé au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris. Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagé par les termes des restrictions ci-dessus.

Pour certains pays de l'Espace Economique Européen :
Le présent document a été approuvé en vue de sa publication au Royaume-Uni par BNP Paribas Succursale de Londres. BNP Paribas Succursale de Londres est autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et autorisée et soumise à une réglementation limitée par la Financial Services Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails de l'autorisation et de la réglementation par la Financial Services Authority.

Le présent document a été approuvé pour publication en France par BNP Paribas SA, constituée en France en société anonyme et autorisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009, Paris, France.

Le présent document est distribué en Allemagne par BNP Paribas Succursale de Londres ou par BNP Paribas Niederlassung Frankfurt sur le Main, une succursale de BNP Paribas S.A. dont le siège est situé à Paris, France. BNP Paribas S.A. Niederlassung Frankfurt sur le Main, Europa Allee 12, 60327 Frankfurt, est autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et est autorisée et soumise à une réglementation limitée par le Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin).

Etats-Unis : le présent document est distribué par BNP Paribas Securities Corp., ou par une succursale ou une filiale de BNP Paribas ne bénéficiant pas du statut de broker-dealer au sens de la réglementation américaine. BNP Paribas Securities Corp., filiale de BNP Paribas, est un broker-dealer enregistré auprès de la Securities and Exchange Commission et est membre de la Financial Industry Regulatory Authority et d'autres bourses principales. BNP Paribas Securities Corp. n'accepte la responsabilité du contenu d'un document préparé par une entité non américaine du groupe BNP Paribas que lorsqu'il a été distribué à des investisseurs américains par BNP Paribas Securities Corp.

Japon : le présent document est distribué au Japon par BNP Paribas Securities (Japan) Limited, ou par une succursale ou une entité du groupe BNP Paribas qui n'est pas enregistrée comme une maison de titres au Japon, à certaines institutions financières définies par l'article 17-3 alinéa 1 du décret d'application de la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, est une maison de titres enregistrée conformément à la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers et est membre de la Japan Securities Dealers Association ainsi que de la Financial Futures Association du Japon. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, Succursale de Tokyo, n'accepte la responsabilité du contenu du document préparé par une entité non japonaise membre du groupe BNP Paribas que lorsqu'il fait l'objet d'une distribution par BNP Paribas Securities (Japan) Limited à des entreprises basées au Japon. Certains des titres étrangers mentionnés dans le présent document ne sont pas divulgués au sens de la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers.

Hong-Kong : le présent document est distribué à Hong Kong par BNP Paribas Hong Kong Branch, filiale de BNP Paribas dont le siège social est situé à Paris, France. BNP Paribas Hong Kong Branch exerce sous licence bancaire octroyée en vertu de la Banking Ordinance et est réglementée par l'Autorité Monétaire de Hong Kong. BNP Paribas Hong Kong Branch est aussi une institution agréée réglementée par la Securities and Futures Commission pour l'exercice des activités réglementées de types 1, 4 et 6 [Regulated Activity Types 1, 4 et 6] en vertu de la Securities and Futures Ordinance. Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site <https://globalmarkets.bnpparibas.com>

© BNP Paribas (2015). Tous droits réservés.

© BNP Paribas (2015). Tous droits réservés.

Bulletin édité par les Etudes Economiques de BNP PARIBAS

Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS

Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34 –

Internet : grou.bnpparibas.com - www.economic-research.bnpparibas.com

Directeur de la publication : Jean Lemierre

Rédacteur en chef : William De Vijlder

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

VOUS POUVEZ VOUS ABONNER SUR
NOTRE SITE ONGLET ABONNEMENT
<http://economic-research.bnpparibas.com>

ET

NOUS SUIVRE SUR LINKEDIN
<https://www.linkedin.com/showcase/bnp-paribas-economic-research/>
OU TWITTER
https://twitter.com/EtudesEco_BNPP

